ACCORD DE SIEGE

ENTRE

LE POOL ENERGETIQUE DE

L’AFRIQUE CENTRALE

ET

LE GOUVERNEMENT

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
Le Pool Énergétique de l’Afrique Centrale ci-après dénommé le "PEAC", d’une part:

Et

Le Gouvernement de la République du Congo ci-après dénommé "Le Gouvernement", d’autre part:

Considérant que le Gouvernement de la République du Congo a donné son accord pour l’établissement du Siège du PEAC à Brazzaville;

Considérant que le PEAC est un Organisme spécialisé de la Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale "CEEAC";

Considérant les textes constitutifs du PEAC;

Considérant la nécessité de conclure un Accord pour déterminer le statut juridique de la Représentation du PEAC et de son personnel en vue de garantir le fonctionnement effectif de ses opérations sur le territoire de la République du Congo;

Sont convenus de ce qui suit:

**TITRE I :**

PERSONNALITÉ JURIDIQUE DU PEAC

**Article 1er :** Le Gouvernement reconnaît la personnalité juridique du PEAC qui est une Organisation intergouvernementale dotée de l’autonomie financière ayant capacité:

a) de contracter;

b) d’acquérir et d’aliéner des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à son fonctionnement;

c) de recevoir des dons et legs;

d) d’ester en justice.

**TITRE II :**

SIEGE DU PEAC

**Article 2 :** Le Siège du PEAC comprend les terrains et bâtiments que celui-ci occupe ou viendrait à occuper pour les besoins de son activité.
Article 3 : Le Siège du PEAC est inviolable. Les agents ou fonctionnaires de la République du Congo ne pourront y pénétrer pour exercer leurs fonctions officielles qu'avec son consentement.

Le PEAC ne doit pas permettre que son Siège serve de refuge à toute personne recherchée pour l'exécution d'une décision judiciaire ou poursuivie pour flagrant délit ou contre laquelle un mandat de justice est décerné au besoin d'expulsion pris par les autorités congolaises compétentes.

Article 4 : Le Gouvernement assure la protection du Siège du PEAC et le maintien de l'ordre dans son voisinage immédiat.

Article 5 :

- Les biens et les avoirs du PEAC se trouvant dans l'enceinte de son Siège ou détenus par ses fonctionnaires sont à l'abri de toute forme de saisie, d'appropriation ou d'exécution.
- Tout acte de procédure judiciaire à l'encontre des biens appartenant au PEAC ne peut être exécuté par les autorités congolaises compétentes qu'avec l'accord de son Secrétaire Permanent ou de son Représentant dûment mandaté.
- Tous les biens du PEAC se trouvant dans l'enceinte du Siège sont exemptés des restrictions, contrôles et moratoires de toute nature sous réserve du droit de préemption du Gouvernement en cas de cession.

TITRE III :

BIENS, FONDS ET AVOIRS DU PEAC

Article 6 : Sans être astreint à un contrôle, règlement ou moratoire financier et sous réserve de la réglementation en vigueur en matière de contrôle des changes, le PEAC peut :

a) détenir des fonds et devises de toute nature ;

b) avoir des comptes en n'importe quelle monnaie ;

c) transférer ou recevoir des fonds ou devises dans tous les autres États Membres.

Article 7 : Le PEAC, ses avoirs, ses revenus et autres biens sont exonérés de :

- tout impôt à l'exception des impôts indirects ;
- droits et taxes de douanes sur les objets, matériels et fournitures destinés à l'usage officiel et exclusif du PEAC ;
- droits et timbres d’enregistrement et de taxes de publicité au cas où le PEAC serait amené à construire des immeubles pour son fonctionnement.

Il demeure entendu que l’importation ou l’exportation de ces produits doit se conformer à la législation congolaise relative à l’hygiène, la sécurité publique et au commerce. Toutefois, les véhicules et produits importés en franchise ne pourront être cédés ou vendus sur le territoire congolais qu’après en avoir informé le Ministre en charge des Affaires Etrangères, conformément à la réglementation douanière en vigueur au Congo.

**TITRE IV : FACILITES DE COMMUNICATION**

**Article 8 :** Le PEAC jouit, pour ses communications officielles et le transport de ses documents du même traitement que celui accordé aux missions diplomatiques, aux organisations internationales et autres installées en République du Congo. Sous réserve de la législation congolaise relative à l’ordre public et aux bonnes mœurs, les correspondances officielles et autres communications du PEAC ne peuvent être censurées ni violées.

**TITRE V : FONCTIONNAIRES DU PEAC**

**Article 9 :** Au sens du présent Accord, le terme fonctionnaire désigne le personnel du PEAC, national ou expatrié, régulièrement affecté dans les services de celui-ci.

**TITRE VI : PRIVILEGES ET IMMUNITES**

**Article 10 :** Le Gouvernement favorisera l’entrée et le séjour sur son territoire aux :

- personnes appelées à exercer au Siège du PEAC ;
- personnes autres que les fonctionnaires du PEAC en mission pour le compte de celui-ci ;
- participants aux séminaires et réunions organisés par le PEAC.
Article 11 : Nonobstant les immunités spéciales dont elles auraient reçu bénéfice, les personnes visées à l'article 10 ne pourront, pendant toute la durée de leurs fonctions ou missions, être contraintes par les autorités congolaises à quitter le territoire congolais que dans le cas où elles auront abusé des privilèges de séjour qui leur sont reconnus en poursuivant une activité sans lien juridique ou administratif avec les fonctions ou missions du PEAC.

Article 12 : Les fonctionnaires du PEAC non originaires de l'État du siège ou n'ayant pas leur résidence permanente en République du Congo, bénéficient des immunités et privilèges suivants :

1 - Immunités

- Immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits ;
- Immunité personnelle d'arrestation, de détention et de saisie de leurs bagages personnels ;
- Exemption pour eux-mêmes, leurs conjoints et les membres de leurs familles vivant à leur charge de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et à l'émigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, de toutes obligations de service national dans le pays du siège pendant l'exercice de leurs fonctions.

2 - Privilèges

- Exonération pour eux-mêmes, leurs conjoints et les membres de leurs familles vivant à leur charge, sous réserve qu'ils n'exercent pas une activité lucrative personnelle au Congo, de tout impôt direct sur les traitements et émoluments à eux versés par le PEAC, sauf en ce qui concerne les ressortissants de l'État du Siège ;
- facilités en matière de change ;
- jouissance des droits d'importer en franchise leurs mobiliers et objets personnels à l'occasion de leur première installation ;
- importation temporaire de leurs véhicules automobiles personnels en franchise (1 véhicule par ménage).

Les objets mobiliers et effets personnels importés en franchise par les fonctionnaires du PEAC ne pourront être cédés à titre gratuit ou onéreux que conformément à la législation en vigueur en matière douanière au Congo, sauf si ces mobiliers ou effets sont cédés à une personne jouissant du même statut.
Article 13 : Sans préjudice des dispositions de l'article 12 ci-dessus, il ne sera tenu rigueur aux fonctionnaires du PEAC ressortissants de l'État du siège, des parales, écrits ou actes émanant d'eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles pendant toute la durée de leur service auprès du PEAC.

Ils ne pourront cependant alléguer pour les actes de leur vie privée les immunités d'arrestation personnelle, de détention et de juridiction prévues à l'article 12 ci-dessus.

Article 14 : Les privilèges et immunités prévus aux articles 12 et 13 ci-dessus sont accordés aux fonctionnaires du PEAC non à leur avantage, mais seulement dans l'intérêt de celui-ci.

Le Gouvernement peut, après avoir informé au préalable le Président du Comité de Direction du PEAC ou son Représentant, lever les immunités dans tous les cas où elles empêcheraient l'action de la justice ou lorsqu'elles ferait l'objet d'un usage abusif.

Article 15 : Le PEAC collabore en tout temps avec les autorités congolaises en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et autres et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés au présent titre.

Article 16 : Pendant la durée de leur séjour officiel au Congo, le Gouvernement délivrera des cartes diplomatiques aux fonctionnaires du PEAC.

TITRE VII :
REGLEMENT DES DIFFERENDS

Article 17 : Sont réglés par le Ministère en charge des Affaires Etrangères du Congo :

a) les différends résultant des contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels le PEAC ferait partie ; toutefois les différends individuels et collectifs du travail nés entre le PEAC et son personnel d'exécution sont du ressort des juridictions congolaises.

b) les différends dans lesquels seraient impliqués le Secrétaire Permanent et autres fonctionnaires du PEAC qui du fait de leur situation particulière jouissent de l'immunité si celle-ci n'est pas levée.
Article 18 : La révision des dispositions du présent Accord pourra intervenir à la demande de l'une des Parties ; les clauses révisées n'entreront en vigueur qu'après leur approbation par les autorités compétentes des deux Parties.

TITRE VII
DISPOSITIONS FINALES

Article 19 : Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature. Il ne cessera de produire ses effets que si l'une des Parties manifeste par écrit sa volonté de le dénoncer, après un préavis de six (6) mois à compter de la date de notification à l'autre partie.

Fait à Brazzaville, le 

En deux exemplaires originaux en langue française.

POUR LE POOL ENERGETIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE
Le Secrétaire Permanent

Bruno KAPANDJI KALALA

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et de la Francophonie

Raymond Serge BALE